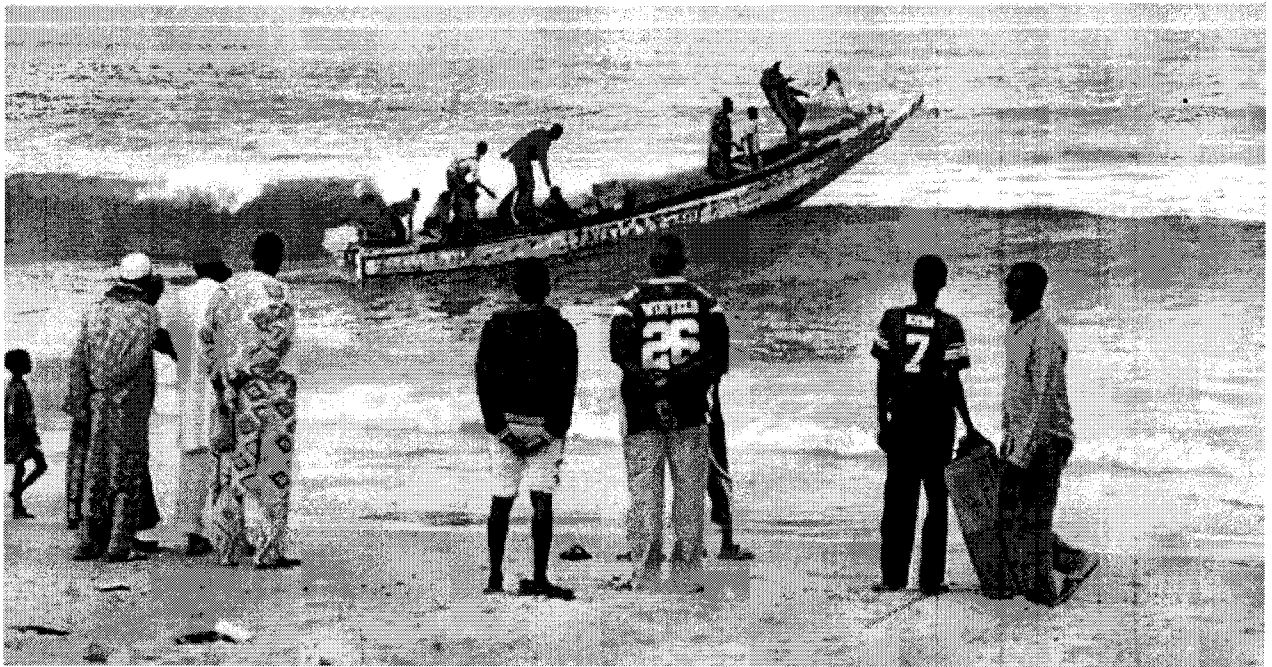
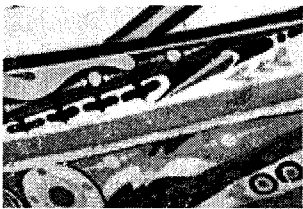


Au fil de la Langue de Barbarie Saint-Louis, patrimoine mondial en danger

Jeudi 12 Mars 2015 - 09:43



En octobre 2003, afin de protéger l'île des inondations à la suite de très fortes pluies, une brèche artificielle a été ouverte sur **la Langue de Barbarie**, mince bande de terre qui sépare le fleuve Sénégal de l'océan Atlantique, à quelques kilomètres de la ville de Saint-Louis. D'une largeur d'à peine 4 mètres au départ, cette ouverture n'a cessé de s'agrandir depuis, prenant des proportions inattendues et entraînant une multitude de conséquences sur l'environnement. Ainsi, en 2012, l'érosion et la force des courants ont entraîné l'ouverture naturelle d'une seconde brèche, 800 mètres au sud de la première. Les deux brèches se sont finalement rejointes en 2013. En seulement 10 ans, ce qui n'était qu'un coup de pelleuse a atteint une dimension de 5 km, et continue toujours de gagner du terrain. Une situation de plus en plus inquiétante pour la région, qui craint de voir disparaître entièrement **la Langue de Barbarie**, ce qui exposerait directement Saint-Louis aux intempéries venues de l'océan Atlantique.



Outre l'érosion, les conséquences environnementales de l'élargissement de la brèche sont nombreuses et préoccupantes. La salinisation du fleuve, notamment, menace l'écosystème marin et met en péril certaines espèces de poissons, ce qui à terme pourrait avoir un impact sur la pêche. L'océan a également englouti nombre de terres cultivables et plusieurs communautés ont dû abandonner leur village, gagné par les eaux, pour trouver refuge ailleurs. C'est aussi le cas de deux campements touristiques, qui ont été emportés par l'océan. Sans compter les effets pervers sur l'industrie du tourisme, particulièrement touchée par la disparition de **la Langue de Barbarie**. Par ailleurs, la brèche n'est pas stable et se déplace lentement vers le sud. Ainsi, une mince bande de terre vient tranquillement s'installer là où la première brèche s'est ouverte en 2003. C'est maintenant le Parc national situé tout au sud de la zone qui se trouve menacé par le déplacement de la brèche. Si les oiseaux et les tortues qu'on y retrouve n'ont plus d'endroit pour se poser et pondre leurs œufs, ce sont plusieurs espèces qui risquent de disparaître de la région et qui devront trouver un autre lieu pour effectuer leur migration.

Un temps l'ouverture de la brèche a pourtant fait bien le bonheur des pêcheurs, leur permettant d'atteindre l'océan sans avoir à se rendre jusqu'à l'embouchure du fleuve, 30 kilomètres plus loin. Son passage dangereux a cependant entraîné le naufrage de plusieurs pirogues et fait de nombreux morts. On estime à environ 300 le nombre de victimes de la brèche depuis sa création, un insupportable coût à payer en terme de vies humaines. Les autorités affirment que la brèche est problématique depuis 2008, alors qu'elle avait déjà atteint en seulement cinq ans une largeur de 2,5 kilomètres. Le temps de réaction de l'État sénégalais a été long avant que le signal d'alarme ne soit réellement déclenché et que des mesures soient mises en place pour éviter le pire.



Notre passage à Saint-Louis, tout juste après le XV^e Sommet de la Francophonie à Dakar, se déroulait justement quelques jours après le départ d'une équipe d'experts néerlandais, venus étudier la question. Le choix des Pays-Bas pour cette mission d'investigation n'est pas un hasard, le pays ayant acquis une grande expérience en matière de gestion de l'eau, face au constant danger d'être envahi par la mer. Le lendemain de notre arrivée (en soirée, toujours par le pont Faidherbe illuminé), une rencontre avec l'adjoint du maire de la Commune de Saint-Louis nous a permis d'obtenir le compte-rendu de cette expertise étrangère. Deux solutions urgentes, à réaliser à court terme, ont ainsi été proposées : la première consiste à baliser le passage des pêcheurs pour offrir une voie de navigation plus sûre ; la seconde préconise la mise en place d'une digue de protection pour canaliser l'eau et éviter l'érosion. Construire une solution durable à plus long terme est indispensable mais cela demande plus d'études afin de prendre en considération tous les facteurs (vitesse d'érosion, composition du sol, déplacement de la mer et du fleuve, déplacement de la brèche, etc.), pour arriver finalement à la stabilisation de la brèche à une largeur d'un kilomètre.



Dans l'immédiat ou même à long terme, tous les intervenants sont unanimes pour affirmer que la fermeture de la brèche n'est pas une solution envisagée. À l'**Université Gaston-Berger de Saint-Louis**, des équipes de recherche travaillent sur la question depuis plusieurs années. Si une collaboration internationale semble essentielle, la nécessité d'utiliser et de développer l'expertise locale l'est tout autant. Un colloque sur la brèche est par ailleurs prévu en mai/juin 2015, de façon à harmoniser les décisions des experts, recueillir le plus de données et d'avis possible, afin de mieux appréhender la situation et éviter les conséquences désastreuses d'une mauvaise décision. Les conclusions pourront ainsi être présentées lors de la **21e Conférence sur le climat** qui se tiendra à Paris en décembre 2015.

Les solutions sont fortement attendues par la population, qui se dit ouverte aux propositions qui seront faites. C'est à la **Mairie de Saint-Louis** que revient la lourde charge de sensibiliser les communautés locales, particulièrement les pêcheurs. Le *hic*, est qu'on estime le coût des travaux à environ 100 milliards de Francs CFA, sans compter les charges imprévues risque ! Une somme pour le moins considérable pour le pays.



Le scénario catastrophe

Quelques tenants prônent la solution de ne pas s'occuper de la brèche et de laisser l'environnement se stabiliser lui-même. Mais jusqu'où cela ira-t-il ? Il est impossible de prévoir véritablement la réaction de la brèche et quelles pourraient en être les conséquences. Laisser le problème prendre de l'ampleur signifie aussi ne plus pouvoir agir pendant qu'il en est encore temps. La plus grande menace se trouvant au niveau de la salinisation de l'eau et

des terres, entraînant la perte de plusieurs hectares de terres cultivables, ce qui aurait un impact considérable tout autant sur l'environnement que sur l'économie de la région. La disparition de la **Langue de Barbarie** rendrait par ailleurs l'**île de Saint-Louis** particulièrement vulnérable aux changements climatiques et à toute hausse du niveau de la mer. La population de la commune est estimée à environ 300 000 habitants, dont 150 000 seraient en situation de précarité. Un scénario redouté par les autorités...

Enquête et témoignage. Par Marie-Anne O'Reilly, contributrice au réseau AGORA - ZIGZAG - AFI. (Photo : A Galy - ZigZag)